



HAL
open science

La question écologique dans les mobilisations de l'ESR : jalons pour une histoire immédiate

Jean-Michel Hupé, Laure Teulière, Steve Hagimont

► To cite this version:

Jean-Michel Hupé, Laure Teulière, Steve Hagimont. La question écologique dans les mobilisations de l'ESR : jalons pour une histoire immédiate. *Contretemps: revue de critique communiste*, 2021, 48, pp.117-125. hal-03117076

HAL Id: hal-03117076

<https://univ-tlse2.hal.science/hal-03117076>

Submitted on 14 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La question écologique dans l'ESR : jalons pour une histoire immédiate

*Steve Hagimont, Jean-Michel Hupé et Laure Teulières**

La fin des années 2010 semble correspondre, en France, à un moment de réémergence de la question écologique au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Les similarités avec les mobilisations nées depuis les années 1970 ne manquent pas, même s'il n'y a pas toujours d'inspiration directe. Des années ayant été perdues, la gravité des enjeux écologiques est devenue telle que l'issue des mobilisations actuelles est plus vitale que jamais. L'impression est d'un foisonnement d'initiatives, avec des collectifs nombreux qui accèdent à l'espace public et médiatique, comme *Survivre... et vivre* tenta jadis de le faire.

Cet article propose un petit tour d'horizon, non exhaustif, d'initiatives qui ont émergé, de leur orientation thématique et de la portée politique qu'elles entendent se donner. On peut à première vue distinguer des initiatives qui portent des revendications internes au monde de la recherche, d'autres aux menées plus larges, interrogeant le rôle de la recherche dans le désastre écologique et, d'autres, enfin, qui mettent en commun les savoirs pour documenter et débattre des ressorts sociaux, politiques, économiques et imaginaires plus généraux qui entretiennent et accentuent les ravages en cours. Toutes entendent en tout cas savoir, partager et agir pour changer le cours d'une trajectoire chaque jour plus désastreuse. Les collectifs qui portent ces initiatives sont largement perméables et forment, de fait, un réseau qui semble se densifier et participer d'une institutionnalisation qui ne s'était pas opérée auparavant.

Ces mobilisations posent une série de questions entremêlées. L'ESR peut-il s'exempter d'un effort pour atteindre la neutralité carbone ? Quelle place peuvent avoir les chercheurs dans les réflexions globales sur l'environnement ? Un effet d'entraînement, un

guidage pour les politiques publiques, un rôle d'expertise veillant à ne pas porter de message politique explicite, un accompagnement citoyen ? En s'arrêtant dans un premier temps sur les initiatives qui se concentrent sur la transformation de l'ESR, et dans un second sur celles qui entreprennent de mettre en commun les savoirs pour agir plus globalement, cet article entend poser quelques jalons d'une histoire immédiate de ce que la question écologique fait à l'ESR en France. Une histoire immédiate et participante car ses auteurs sont, eux-mêmes, impliqués dans plusieurs de ces initiatives, en particulier dans les Ateliers d'écologie politique de Toulouse et d'Île-de-France – il en sera question plus loin.

Transformer la recherche et l'enseignement supérieur pour les mettre en phase avec les enjeux écologiques

Une série de mobilisations a émergé pour, *a minima*, limiter l'empreinte écologique de la recherche. La plus structurante en France, partie de personnels de la recherche en sciences dites « dures », est Labos 1point5. Ebauché à la fin de l'année 2018, son nom fait référence à l'objectif de limitation du réchauffement climatique issu de la COP21 à Paris en 2015. Le collectif, lancé depuis Paris et Toulouse, vise en premier lieu à faciliter le calcul de l'empreinte carbone des laboratoires et à réfléchir aux moyens de la limiter. Il a par la suite rapidement obtenu une reconnaissance de la part du CNRS. Pour influencer, il joue pleinement la carte institutionnelle tout en étant attentif à soutenir des actions organisées « par en bas », d'abord à l'initiative des équipes et des laboratoires. Il se constitue également en association pour garder son indépendance. Dans l'optique d'amorcer une dynamique d'ensemble, il essaye aussi de ne pas froisser les sensibilités des chercheurs, parfois fortes lorsqu'il s'agit de remettre en cause des pratiques professionnelles et certains modes de fonctionnement du milieu.

D'autres initiatives plus locales essaient d'envisager comment la recherche pourrait se réinventer pour répondre à l'enjeu environnemental. Ce sont par exemple des débats or-

rganisés dans les laboratoires (en lien ou pas à Labos 1point5) ou des forums de la recherche¹ organisés à Toulouse depuis 2019. Ces arènes de petite taille permettent de débattre concrètement de ce qu'implique la réduction de l'empreinte écologique de la recherche et des moyens d'y parvenir réellement. Des discussions ont par exemple émergé dans les forums Toulousains sur les voyages en avion (qui peuvent constituer environ la moitié des budgets carbone des laboratoires), les pressions académiques liées aux publications et aux déplacements internationaux, les visioconférences et les mécanismes de compensation carbone et écologique de nos activités.

En parallèle de ces réflexions concrètes sur la limitation de l'impact direct des pratiques professionnelles, un débat plus profond semble prendre sur le sens de la recherche, sur son cadrage politique et sur sa contribution au problème écologique. Il semble aller de soi, pour nombre de chercheurs et chercheuses, que la recherche est bonne en soi, qu'elle a par ses innovations un rôle clé à jouer pour résoudre la question écologique – comme jadis on a attendu qu'elle puisse régler les questions sociales et politiques. Certain.es se demandent toutefois, comme Alexandre Grothendieck dans les années 1970², si la recherche n'a pas un rôle structurant dans le désastre écologique : par ses promesses de futures solutions technoscientifiques aux problèmes présents ; par ses découvertes mêmes, qui, dans un idéal de maîtrise, permettent l'exploitation et la destruction sans cesse accrues de la Terre ; par les innovations technologiques qu'elle alimente et qui permettent et promeuvent la croissance productiviste.

Ces interrogations débouchent sur plusieurs formes d'action. L'activité scientifique dépendant en partie de son cadrage institutionnel, politique et financier, l'élaboration du prochain programme cadre de la recherche au sein de l'Union européenne (Horizon Europe, qui succède à Horizon 2020) est l'occasion d'une proposition alternative, qui se soucie moins d'innovation technologique et de transfert industriel au service de la croissance économique, que de préservation de l'habitabilité de la Terre. C'est l'objet du groupe de travail Horizonterre, qui réunit une quarantaine de chercheur.es, de membres d'associations et d'étudiant-es³. Ce projet est à l'initiative de l'association Sciences Citoyennes et porté conjointement avec Ingénieurs Sans Frontières et l'Atelier d'écologie

¹ <https://atecopol.hypotheses.org/category/forum-de-la-recherche>.

² <https://sciences-critiques.fr/allons-nous-continuer-la-recherche-scientifique/>.

³ <https://sciencescitoyennes.org/horizon-terre-propositions-pour-une-strategie-alternative-de-recherche/>.

politique (Atécopol). Il entend proposer un contre-programme cadre d'ici 2021 qui puisse non seulement mettre en lumière l'inadéquation du cadrage européen de la recherche avec les enjeux environnementaux contemporains, mais également faire des propositions concrètes, élaborées avec des citoyens et non plus par des technocrates, pour mettre enfin la recherche au niveau de ces enjeux.

Une série de textes est par ailleurs venue questionner le rôle structurel de l'ESR dans le désastre écologique, stimulée en particulier par la mise à l'agenda politique de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) à l'automne 2019. Ces textes sont restés relativement ignorés des mobilisations, qui se sont surtout focalisées sur les menaces pour le statut et les conditions de travail des personnels (l'enjeu est évident, lorsque la part prise par les contractuels et les vacataires dans les services sont croissants, et que la hausse des besoins n'est pas compensée par une hausse des moyens). Le monde de la recherche a particulièrement réagi après la déclaration du Président directeur général du CNRS, qui disait souhaiter une loi « inégalitaire » et « darwinienne » capable de stimuler, par la mise en compétition généralisée, l'innovation et l'excellence⁴.

Au-delà de la formule provocatrice, le PDG du CNRS ne faisait que réitérer la promesse de concilier la participation à la croissance économique et à l'innovation industrielle (objectifs statutaires du CNRS) avec la résolution des problèmes écologiques. Or, bien des études scientifiques convergent désormais pour montrer que ces objectifs sont incompatibles et que prendre au sérieux les enjeux écologiques impose de se départir au plus vite de logiques de « *business as usual* », fut-ce dans le secteur scientifique⁵. Des tribunes ont donc dénoncé l'incohérence d'une recherche qui se fait « pompier pyromane » contribuant, d'un côté, à accroître les pressions sur les écosystèmes, tout en documentant, de l'autre, leur destruction généralisée⁶. Des appels – pour l'heure guère entendus dans les mobilisations contre les projets gouvernementaux – sont donc lancés pour que l'ESR

⁴ Antoine Petit, « La recherche, une arme pour les combats du futur », *Les Echos*, 26 novembre 2019.

⁵ Timothée Parrique et al., *Decoupling Debunked – Evidence and Arguments against Green Growth as a Sole Strategy for Sustainability*, The European Environmental Bureau, rapport publié le 14 octobre 2019, [en ligne], URL : <https://eeb.org/library/decoupling-debunked/>. <https://inee.cnrs.fr/fr/cnrsinfo/perde-de-biodiversite-et-croissance-economique-quelles-politiques> ; <http://www.pocmedia.fr/le-cnrs-veut-travailler-main-dans-la-mains-avec-les-filieres-economiques/>.

⁶ « La recherche publique ne doit plus servir à détruire la planète », *Le Monde*, 11/03/2020. « Le CNRS ne doit pas jouer les pompiers pyromanes », *Libération*, 27/12/2019. « Engagement de l'enseignement supérieur et la recherche 'en faveur du climat' : les déclarations d'intentions ne suffisent pas », *Lundi matin*, 16/09/2019.

opère une rupture avec cet alignement techno-industriel et contribue réellement à faire face aux problèmes écologiques⁷. Tout en soutenant les revendications légitimes contre la précarité structurellement installée dans ce secteur et la dégradation des conditions de travail, certains estiment que les mobilisations ne sauraient demander plus de moyens sans soulever la nécessité d'une réorientation des objectifs comme du cadre d'intervention et d'évaluation de l'activité. Une demande de réflexivité nouvelle émerge, non sans débats, sur les finalités et les pratiques des métiers et institutions de l'ESR⁸.

Toutes les initiatives citées se rejoignent sur le fait que la recherche n'a pas à bénéficier d'un statut d'exception qui l'exempterait d'un effort de réduction de son empreinte écologique. Pour construire un monde commun incluant les humains et l'ensemble du vivant dans toute sa diversité l'ESR peut avoir un rôle, avec d'autres savoirs et d'autres apprentissages situés, pour négocier nos positions relativement à tous les « Autres ». Mais pour cela, la quête de croissance économique ne peut plus primer, ni un « solutionnisme » aveugle aux multiples effets rebonds si on ne repense pas les usages et l'organisation sociale.

Des sciences impliquées dans la cité

Rejoignant ce que nous avons déjà évoqué, des collectifs se sont structurés autour du projet de traduire ce que les savoirs scientifiques impliquent politiquement. Les sciences ont une dimension politique et morale dont elles ne peuvent s'extraire⁹. En le niant, les scientifiques sont conduites à omettre le sens, les usages et les implications de ce qu'ils et elles cherchent et trouvent. Ils et elles négligent également le fait qu'aucune question scientifique ne peut s'extraire de son contexte d'énonciation, et qu'un résultat n'a de sens que dans ce contexte. L'objectivité des savoirs est située parce que comme toutes les pratiques, les savoirs évoluent avec leur temps. Ce sont les méthodes d'expé-

⁷ « Donner un nouveau sens à la recherche scientifique face aux défis de l'Anthropocène », *Libération*, 13/06/2020.

⁸ <https://sciencescitoyennes.org/pour-une-recherche-avec-et-pour-les-citoyens-textes-et-contenus-de-reference/>.

⁹ Emilie Hache, *Ce à quoi nous tenons*, Paris, La Découverte, 2011.

rience et de démonstration employées qui leur garantissent un degré de véridicité supérieur à d'autres énoncés, parce qu'ils sont supposés être plus vérifiés, contrôlés, réfutables. En expliciter la portée politique ne menace pas l'objectivité des sciences¹⁰.

L'implication des sciences face au changement environnemental est en fait confrontée à plusieurs autres menaces. Le risque d'instrumentalisation politique, tout d'abord : que l'on abrite derrière les scientifiques des décisions politiques, ou que des scientifiques servent à labelliser une politique. La Covid-19 en donne une illustration, mais on pense aussi à des cas plus banals, comme celui de la ville de Toulouse. Elle a lancé un conseil scientifique de la nature en ville qui n'est en fait amené à traiter que du verdissement de la commune¹¹, sans être consulté sur les grands projets structurants qui ne peuvent aucunement être compensés par quelques plantations d'arbres (triplement de la rocade, artificialisation de 100 ha de terres agricoles pour un parc des expositions, nouveau quartier d'affaire avec grands immeubles en verre et béton ...). Le risque de « scientocratie », ensuite : un gouvernement de scientifiques, supposément objectif, qui nierait l'impératif de délibération pour toute décision commune et ferait de leurs savoirs un outil prédictif. Un tel usage des sciences fermerait le champ des possibles plutôt que de contribuer à l'ouvrir par un juste diagnostic des enjeux et tendances du présent et par l'apport de données et d'expériences. Le risque de banalisation des savoirs scientifiques, enfin, est accru par la course aux publications et parfois à la médiatisation, ce qui ne peut qu'alimenter le discrédit des sciences.

Au-delà de ces risques, impliquer les sciences dans la cité passe par une étape majeure, qu'entreprennent certains collectifs : décloisonner, déspecialiser des savoirs qui en deviennent opaques à force de gagner en précision. Il ne semble plus possible, pour certain.es, de se contenter de trouver de nouvelles choses, il y a un enjeu démocratique à les rassembler, à les faire dialoguer et à tenter de les rendre disponibles pour des mobilisations citoyennes et l'action des élu.es.

Des expériences ont ainsi émergé dans les années 2010, parfois liées à des impulsions politiques, ou émanant strictement du monde de la recherche. Du côté politique, la région

¹⁰ Tribune « [Scientifiques de la nature : vous êtes des sujets politiques](#) », *Lundi matin*, 23/06/2020.

¹¹ <https://toulouse.latribune.fr/politique/territoires/2019-10-17/toulouse-se-dote-d-un-conseil-scientifique-de-la-nature-en-ville-830788.html>.

Nouvelle-Aquitaine a lancé Acclimaterra¹² en 2016, un comité scientifique présidé par le climatologue Hervé Le Treut, chargé de réfléchir aux conséquences du changement climatique dans la région et d'évaluer les politiques publiques au regard de ces enjeux. Ce groupe d'experts, qui fait suite à une expérience lancée en 2011 par l'ancienne région Aquitaine, se veut indépendant malgré l'impulsion de départ et use de l'espace offert pour discuter de nouvelles politiques publiques favorables à la biodiversité et au climat. En région Occitanie, un groupe d'experts s'est auto-constitué en 2018, le RECO¹³. Il se donne pour but de proposer une expertise environnementale collective des politiques publiques locales et d'accompagner les collectivités territoriales et les autres acteurs de terrain.

L'expérience de l'Atelier d'écologie politique de Toulouse (Atécopol) est en quelque sorte à cheval entre les mobilisations internes à l'ESR, l'expertise scientifique à destination des collectivités, des administrations et des associations, et une dimension militante – fondée sur les connaissances scientifiques hors de toute affiliation politique. Lancé en octobre 2018, le collectif réunit à ce jour près de 140 enseignant.es, chercheur.es, doctorant.es et docteur.es des sites de l'ESR toulousain. En réunissant des chercheur.es de toutes les disciplines, il entend mettre en commun les savoirs dispersés afin de sortir des frontières disciplinaires, d'échanger sur le sens de nos métiers et de chercher des manières d'agir collectivement. Plutôt que de proposer des solutions toutes faites, le groupe s'ingénie à déconstruire de fausses solutions (voitures électriques, compensation écologique, « avion vert », LPPR, 5G) pour clarifier les termes du débat sur l'avenir. Il partage également les savoirs scientifiques lors de séminaires de recherche ouverts au public, en centre-ville de Toulouse, et lors de débats et conférences divers.

En articulant explicitement les connaissances scientifiques avec les enjeux sociaux, économiques et culturels actuels, l'Atécopol clarifie la dimension politique des sciences et renouvelle l'expérience académique de la *political ecology* – discipline qui relie les transformations de l'environnement à des questions d'organisation politique et sociale. Depuis Toulouse, cette expérience transdisciplinaire est en cours d'essaimage à Paris, Montpellier, Grenoble, Rennes, Brest, Lille. Elle fait écho à ce qui existait déjà à Dijon, avec

¹² Comité scientifique régional sur le changement climatique : <http://www.acclimaterra.fr/>.

¹³ Réseau d'expertise sur les changements climatiques en Occitanie : <https://reco-occitanie.org>.

l'atelier Penser la/les transitions (orienté SHS), et à Lyon, autour de la Fabrique des questions simples. A Lyon encore des dynamiques proches accompagnent depuis quelques années un événement comme L'école de l'Anthropocène et l'Ecole urbaine de Lyon, programme de recherche et de formation doctorale créée au sein de l'Université. La Fabrique des questions simples a également lancé un appel pour la création d'une Université de la Mutation Écologique, résolument pluridisciplinaire, afin d'expérimenter de nouvelles façons de faire université à l'heure du changement global¹⁴. Les freins académiques sont nombreux dans un monde aux moyens limités et aux cloisonnements disciplinaires solidement ancrés, mais cette initiative a récemment reçu le soutien du nouveau maire écologiste de Lyon. L'ouverture à la rentrée 2020 à Clermont-Ferrand d'un master en « Stratégie et Design pour l'Anthropocène »¹⁵ est un autre exemple d'initiative de mutation au sein de l'ESR.

Les Atécopols expérimentent de nouvelles façons d'inscrire les sciences dans le débat public. Ils s'invitent par exemple dans des débats locaux et nationaux sur l'urbanisme, les nouvelles technologies, la conquête spatiale ou la recherche publique. Avec la crise provoquée par l'épidémie de Covid-19, le groupe toulousain a souhaité mener une réflexion avec les salarié.es de l'aéronautique sur l'avenir du transport aérien, les solutions technologiques envisagées pour le mettre à la page des enjeux écologiques (cet « avion vert » qui a tout d'un mythe au regard de la littérature scientifique) et les possibilités de reconversion d'un secteur clé de l'emploi en région toulousaine – et plus généralement de l'économie française. L'ancrage local prend ici toute sa valeur et n'empêche pas des actions plus larges grâce au réseau en cours de constitution.

De nombreuses initiatives visent d'ailleurs à impliquer les sciences dans le débat politique. Des collectifs existaient déjà, comme Sciences Citoyennes (2002)¹⁶, qui incitaient à faire entrer les sciences en démocratie et à les mettre au niveau des enjeux écologiques, en abandonnant un pilotage trop lié au marché et en favorisant les recherches participatives. L'engagement scientifique s'est lu au travers de diverses tribunes, à commencer par celle des 15 000 scientifiques internationaux alertant sur l'urgence de la situation climatique

¹⁴ <https://simple-question.org>.

¹⁵ <https://usbeketrica.com/article/il-faut-renoncer-aux-futurs-deja-obsolètes>.

¹⁶ <https://sciencescitoyennes.org/l-association/>.

en 2017 ou celle des 11 000 en 2019¹⁷. Elle s'entend à travers les nombreuses interventions de Valérie Masson-Delmotte, vice-présidente du GIEC, et d'une série d'intellectuels et de chercheur.es qui accèdent désormais aux médias, comme Bruno Latour, François Gemenne, Dominique Bourg, Isabelle Stengers ou Aurélien Barrau. Un pas a été franchi au début de l'année 2020 en France, avec un appel à entrer en désobéissance civile, initialement signé par plus de 1 000 scientifiques, le triple finalement, texte publié en une du *Monde*. Deux des initiateurs de cet appel ont d'ailleurs été interpellés lors d'une action symbolique en mars 2020, petit signe d'un changement de regard sur l'engagement des scientifiques¹⁸.

Des actions sont également menées en rapport avec la numérisation du monde en général et de l'ESR en particulier, faisant suite aux mobilisations déjà anciennes de collectifs contre l'informatisation de nos vies¹⁹. Des relations sont établies hors de l'ESR et en premier lieu dans l'Éducation nationale, les enseignants étant en première ligne de l'éducation au développement durable – avec toutes ses insuffisances et toutes ses possibilités. Enfin, la formation de collectifs d'universitaires a stimulé des partenariats avec des collectifs associatifs comme Alternatiba, Youth for Climate, ANV Cop-21 ou Extinction Rebellion, et des initiatives de la part d'étudiant.es. Ceux et celles-ci trouvent en effet dans les mobilisations de leurs enseignant.es un appui et une justification à leurs propres mobilisations. Des étudiant.es de l'aéronautique ont ainsi saisi la crise actuelle pour adresser une tribune au *Monde* appelant à un changement de cap de ce secteur industriel²⁰.

Conclusion

Les diverses initiatives évoquées, qui évoluent entre le monde académique et des prises de position publiques, ont en commun de réfléchir aux moyens de mettre l'ESR à la hauteur

¹⁷ https://www.lemonde.fr/planete/article/2017/11/13/le-cri-d-alarme-de-quinze-mille-scientifiques-sur-l-etat-de-la-planete_5214185_3244.html; <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/climatologie-11000-scientifiques-declarent-urgence-climatique-69220/>.

¹⁸ « [Face à la crise écologique la rébellion est nécessaire](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/20/l-appel-de-1-000-scientifiques-face-a-la-crise-ecologique-la-rebellion-est-necessaire_6030145_3232.html) », *Le Monde*, 20/02/2020 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/20/l-appel-de-1-000-scientifiques-face-a-la-crise-ecologique-la-rebellion-est-necessaire_6030145_3232.html.

¹⁹ Par exemple le collectif *Ecran Total* (<https://reporterre.net/Contre-la-gestion-et-l-informatisation-de-nos-vies>).

²⁰ Tribune signée par plus de 700 étudiant.es, « La transition écologique impose une profonde transformation de notre industrie », *Le Monde*, 29 mai 2020.

des enjeux écologiques. Elles cherchent, pour la plupart, tout à la fois un ancrage institutionnel et un affichage public. Elles fonctionnent selon un mode de communication interne horizontal et cherchent à éviter la monopolisation de fonctions de représentation par quelques-un.es. En refusant tout rattachement politique, elles assument une forme d'activisme médiatique et établissent des liens avec des collectifs militants et citoyens. On y trouve des individus charnières qui créent des liens, cristallisent des envies jusque-là dispersées et diffusent les idées et les questionnements entre collectifs et avec les institutions de tutelle. Les risques de l'institutionnalisation sont multiples, en particulier par l'introduction d'enjeux de carrière et de pouvoir qui pourraient contrevenir à l'horizontalité de certains collectifs, créer des concurrences inutiles entre initiatives ou encore atténuer la force de la critique en obligeant à des compromis pour conserver l'écoute de partenaires institutionnels et politiques. On retombe sur les risques du réformisme politique devant des enjeux révolutionnaires. Mais l'institutionnalisation évite la marginalisation et permet de créer une forme de compromis interne entre des positions plus ou moins radicales qui arrivent à coopérer dans les cadres institués. Elle a en outre le grand avantage de continuer de travailler l'ESR de l'intérieur, en visant à gagner en audience, en influence, afin d'aider à mettre en mouvement un nombre croissant de cheurcheur.es.

Après des décennies de désarmement critique de la question écologique, d'alertes et d'analyses dissipées, nous sommes à la croisée des chemins, sans savoir si nous avons déjà passé trop de seuils d'irréversibilité, ou si l'on peut encore éviter de plonger dans des abysses écologiques et climatiques. Il faut en tout cas agir vite et partout ; tout mouvement social est l'occasion de semer des graines, d'imaginer, d'expérimenter et de créer le changement. Pour l'heure, dans le cadre des luttes en cours dans l'ESR, cette question écologique semble toutefois avoir du mal à être intégrée. Lors de la mobilisation contre la LPPR, par exemple, les thématiques environnementales étaient très discrètes, peu ou pas du tout portées par les syndicats – en dehors de Sud Recherche EPST –, marginalement par les principaux groupes de mobilisation comme Facs et Labos en Lutte ou Rogue ESR – même si la thématique commence sensiblement à se faire une place²¹. Elles sont aussi absentes des mobilisations, déjà anciennes, des précaires de l'université, consacrées à des revendications professionnelles très concrètes et immédiates. Un effort, venant de groupes comme l'Atécopol ou Labos 1point5, pourrait être fait pour réfléchir aux rapports entre précarité/précarisation et effets directs et indirects sur l'environnement. Dans le

²¹ En témoigne le programme des journées de réflexion sur l'ESR organisées par Rogue ESR les 25 et 26 septembre 2020, où une table ronde porte sur l'université à l'heure des bouleversements écologiques.

cadre de la mobilisation contre la LPPR, la demande de hausse des moyens alloués à l'ESR rend complexe l'intégration de l'impératif écologique, qui impliquerait surtout de les réaffecter. Alors que tout invite à la décrue globale des moyens financiers et technologiques qui épuisent la planète, la prise en compte de l'écologie invite partout à se demander, d'abord : des moyens pour qui (les précaires ou les « stars » de la recherche ?) et pour quoi faire (partager des savoirs par l'enseignement, poursuivre la dimension exploratoire et émancipatrice des sciences, répondre à des enjeux citoyens, ou alimenter, jusqu'à l'absurde, la croissance)²² ?

Cette mobilisation contre la LPPR est pourtant l'occasion de poser la question du rôle de l'ESR dans les ravages écologiques en cours et de débattre collectivement de la manière de mettre cette vieille institution à l'heure. Une institution née dans le cadre de l'anthropocène, tout à la fois motrice, témoin et contestatrice de ces dégradations. Les divers collectifs émergents redécouvrent en tout cas les mobilisations précédentes, qui ne peuvent qu'inspirer une forme d'humilité et de réalisme devant les murs institutionnels, politiques, économiques et culturels qu'il y a à affronter pour ne pas voir le souffle retomber.

Notes :

* Les contributeur·ice·s sont membres des Collectifs Atécopol (Toulouse) et Ecopolien (Île-de-France). Jean-Michel Hupé et Laure Teulières sont membres du laboratoire FRAMESPA, (France, Amériques, Espagne – Sociétés, Pouvoirs, Acteurs), Université de Toulouse Jean Jaurès & CNRS ; Steve Hagimont est membre du laboratoire CHCSC (centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines), Université Paris Saclay, Versailles Saint-Quentin (UVSQ).

²² <https://blogs.mediapart.fr/association-sciences-citoyennes/blog/120220/organiser-la-recherche-oui-mais-pour-quels-savoirs> ; Tribune « La recherche publique ne doit plus servir à détruire la planète », *Le Monde*, 11 mars 2020.